



Nos références

Paris, le 11 avril 2017

Pétition ligue de défense des conducteurs

Cher Monsieur,

Vous avez bien voulu m'adresser le questionnaire de la Ligue de Défense des Conducteurs concernant la politique de sécurité routière.

Je vous remercie de me donner ainsi l'occasion de m'exprimer sur les questions relatives à la place de l'automobile dans la société.

La mobilité individuelle est en train d'être bouleversée à la fois par les contraintes environnementales, de plus en plus préoccupantes, et par les évolutions technologiques, qui vont révolutionner l'usage de la voiture.

Vous savez l'attention que j'ai toujours portée au secteur de l'automobile et aux automobilistes. Je sais son importance dans l'économie de notre pays mais aussi pour toute notre société. La liberté de circuler à un coût raisonnable, de manière sûre et dans des conditions environnementales acceptables est essentielle à mes yeux. Je veillerai à la garantir.

Cependant, face aux multiplications des pics de pollution dans nos grandes villes mais aussi dans certains grands couloirs de circulation comme en Haute-Savoie, nous devons adapter nos comportements en matière de transport.

Je rejette les solutions dogmatiques, qui excluent en bloc la mobilité individuelle et ont parfois trop tendance à présenter l'automobiliste comme un « mauvais citoyen ». Elles pénalisent tous les automobilistes, et d'abord les plus modestes, ceux qui ne vivent pas au cœur des villes et ceux qui ne peuvent pas circuler avec des véhicules récents.

C'est pourquoi je ne peux adhérer à l'approche qui est celle par exemple de la mairie de Paris, qui multiplie les interdictions, oppose les Parisiens et le reste de la population d'Île-de-France, et ne propose aucune solution de transport alternative. Nous avons vu depuis neuf mois le résultat de cette politique sectaire qui, au lieu de réduire la pollution, la nourrit par la multiplication des embouteillages dans la capitale.

Pourtant, face à ces défis, d'autres réponses existent. En effet, le monde de la mobilité, et celui de l'automobile en particulier, est en train de vivre une profonde transformation qui porte en elle les solutions à ces défis environnementaux.

Une triple révolution est en marche.

La révolution des motorisations, tout d'abord, avec la substitution progressive du diesel par l'hybridation et l'électrique, qui devient une solution abordable. J'entends encourager cette mutation. Les constructeurs l'ont maintenant intégrée dans leur plan de développement. La modernisation du parc automobile est en cours, sans qu'il soit nécessaire de stigmatiser les propriétaires de véhicules diesel.

La révolution des systèmes ensuite, avec le développement des voitures connectées et à terme autonomes. Cela fluidifiera mieux la circulation et ainsi réduira la pollution. Cela permettra aussi d'améliorer la sécurité routière sans avoir recours systématiquement à une politique toujours plus répressive.

Enfin, la révolution des usages, car, notamment en milieu urbain, le rapport de l'homme à la voiture évolue. Les nouvelles technologies sont en train de permettre de développer une offre de solutions de mobilité variées adaptées aux besoins de chaque parcours et de chaque usager, qu'il vive au cœur des villes ou à leur périphérie.

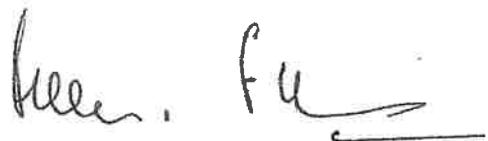
Ce mouvement, je souhaite que l'Etat et les collectivités locales l'accompagnent pour bâtir une mobilité durable. Cela passe par la priorité que je souhaite donner à la remise à niveau et à la modernisation du réseau routier dégradé et dangereux, mais aussi du réseau ferroviaire, et par la poursuite de l'équipement des agglomérations en transports urbains. Une attention particulière doit être portée effectivement aux territoires ruraux et périurbains où l'offre de mobilité doit être renforcée.

Enfin, sur les questions liées à la sécurité routière, nous devons tous agir de façon responsable, et je ne souhaite pas verser dans la démagogie. Les familles des 3469 morts en 2016 sur les routes nous obligent à ne pas relâcher nos efforts. Des progrès considérables ont été réalisés au cours des dernières décennies, alors même que le parc automobile ne cessait de croître. Une politique de sécurité routière adaptée passe à la fois par une lutte efficace et résolue contre les comportements routiers irresponsables et par une action de prévention et de formation de tous les usagers de la route, des plus jeunes aux plus âgés. Je ne conçois pas cette politique publique comme un moyen de renflouer les caisses de l'Etat sur le dos des automobilistes ou des motards.

Au contraire, je suis persuadé que c'est dans la concertation avec toutes les parties prenantes, et notamment une association comme la vôtre, que nous pouvons définir des objectifs communs et les moyens de les atteindre en matière de sécurité routière. C'est pourquoi je m'appuierai sur le Conseil National de la Sécurité Routière (CNSR), assemblée adaptée pour cette coopération.

J'espère vous avoir apporté des réponses de nature à vous rassurer quant à l'attention que je porte à la mobilité individuelle et vous prie de croire, Cher Monsieur, en l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Bien à vous,



François FILLON